MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS

Publié par la
Direction générale des technologies de
l'information

ÉTUDE

La demande en information gouvernementale

Étude auprès des entreprises québécoises

par
Richard David
André Martin

Septembre 1989

Québec

90-01121/

Publication éditée par la
Direction des communications du
ministère des Communications du Québec

Graphisme, composition, montage:
Pro-Page communications graphiques inc.

Impression: Logidec

© Gouvernement du Québec
Dépot légal - 4 ième trimestre 1989
Bibliothèque nationale du Québec
ISBN 2-550-20131-0

I. UNE ÉTUDE SUR L'INFORMATION GOUVERNEMENTALE

Dans le cadre des travaux devant conduire à une politique sur la production et la diffusion des banques d'information gouvernementales, le ministère des Communications du Québec a mandaté le Bureau de la statistique du Québec pour réaliser une enquête auprès des entreprises québécoises sur les pratiques et les besoins en matière d'information gouvernementale.

Un millier d'entreprises ont été échantillonnées selon un plan de sondage préétabli. La sélection des entreprises s'est faite selon les secteurs d'activités économiques (primaire, secondaire, tertiaire) et selon la taille (moins de 20 employés, de 20 à 199 employés, de 200 à 499 employés et 500 employés et plus).

Un total de 574 chefs d'entreprise, présidents, comptables, directeurs, etc., ont apporté leur collaboration à l'enquête, ce qui a permis d'atteindre un taux de réponse de 63,3 %, conférant ainsi aux résultats une bonne fiabilité statistique.

TABLEAU 1 - RÉPARTITION DE L'ÉCHANTILLON

	N	pourcentage (%)
Échantillon de départ:	1 000	
Questionnaires expédiés:	994[1]	
Entreprises non-admissibles:	87[2]	
Entreprises admissibles:	907	100,0
Questionnaires complétés	574	63,3
Questionnaires non-retournés	326	35,9
Refus de répondre	7	0,8

[1] Six unités ont été exclues car elles n'appartenaient pas à l'univers visé.
[2] Adresses inconnues, entreprises fermées, aucun bureau central au Québec.

II. UNE SOURCE DE RENSEIGNEMENTS UTILES

Cette étude visait dans un premier temps à fournir au gouvernement les informations nécessaires, devant servir à préciser certains éléments d'orientation future du plan d'action proposé dans la politique sur la production et la diffusion des banques d'information gouvernementales. Cette enquête fournit une évaluation de la demande en information gouvernementale de même qu'une appréciation des contraintes liées à la non-utilisation.

Les données recueillies auprès des entreprises permettent, entre autres, d'identifier les sujets sur lesquels portent les demandes d'information et l'usage qui en est fait. En outre, cette enquête identifie les besoins des entreprises en information gouvernementale.

III. LES RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE

Les résultats de l'enquête sont présentés aux figures 1 à 17. Les données ayant servi à la confection de ces figures sont contenues dans les tableaux 3 à 12, présentés à l'annexe 1. Le questionnaire, qui a été utilisé lors de la collecte de données, est présenté à l'annexe 2. Afin de faciliter la lecture des résultats, le numéro des questions correspondantes est indiqué entre parenthèses dans le titre des figures et des tableaux.

On propose ici les statistiques les plus détaillées possibles des résultats. Pour certaines d'entre elles, on a pu obtenir une subdivision des secteurs secondaires et tertiaires, de la manière suivante:

- **secteur secondaire:**
  entreprises manufacturières et secteur de la construction;

- **secteur tertiaire:**
  le tertiaire-1, qui regroupe le commerce, le transport, l'hébergement et la restauration, et le tertiaire-2, qui regroupe les autres industries généralement à plus fort contenu en terme de ressource-information.

Les données du présent document ne couvrent qu'une partie de l'ensemble des résultats de l'enquête. Une présélection a été nécessaire afin de ne retenir que les résultats les plus significatifs et d'exclure ceux dont la précision statistique est faible.

1. Utilisation d'information gouvernementale

Les résultats du sondage révèlent que la moitié des entreprises québécoises utilisent de l'information gouvernementale (tableau 3). C'est dans le secteur primaire que la demande est la plus élevée: 74,3 % des quelque 17 000 entreprises oeuvrant dans les domaines de l'agriculture, des pêcheries, des forêts et des mines consomment de l'information gouvernementale. Les proportions chutent respectivement à 46,2 % et à 47,2 % pour les entreprises des secteurs secondaires et tertiaires (figures 1 et 2).

En outre, la presque totalité des grandes entreprises affirment utiliser de l'information gouvernementale. Le sondage indique que 94,0 % des entreprises de 200 à 499 employés et 92,9 % des entreprises de 500 employés et plus utilisent de l'information gouvernementale. D'ailleurs, une étude réalisée en 1986 par la firme Hexact+ sur Les besoins en information électronique des grandes corporations (1986) arrivent à des conclusions similaires.

Figure 1

(question 4-A)

Proportion des entreprises (%) utilisant de l'information gouvernementale selon leur secteur d'activité

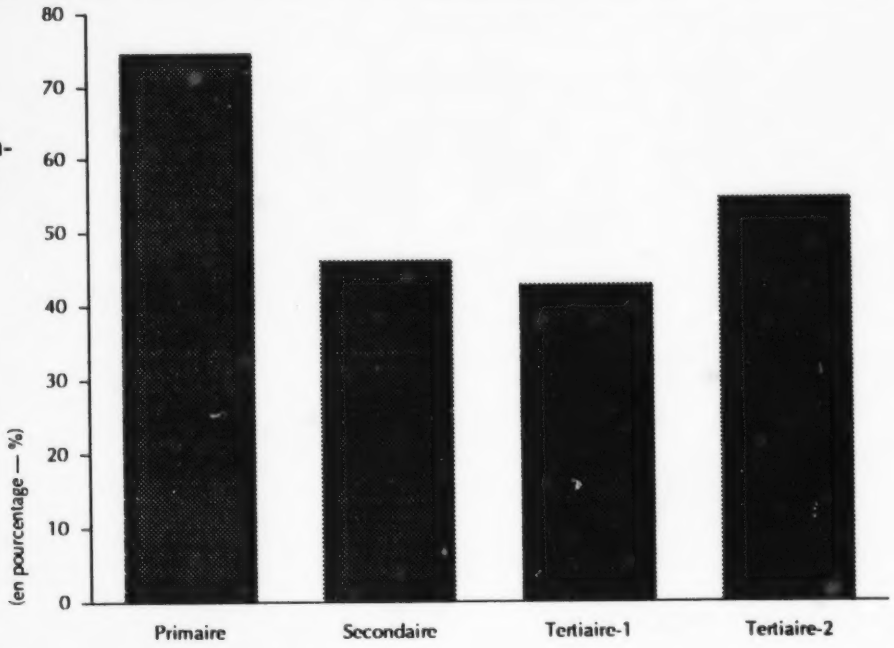
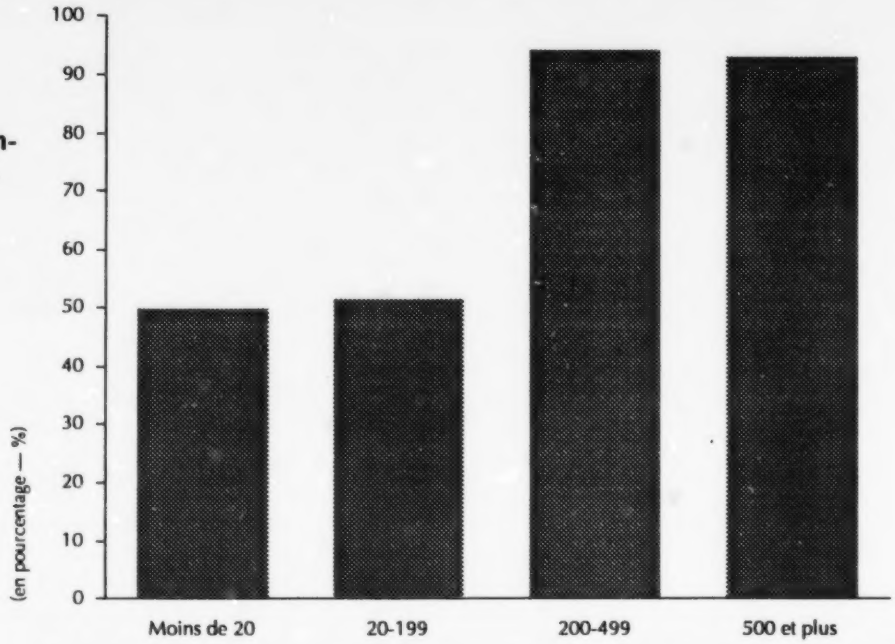


Figure 2

(question 4-A)

Proportion des entreprises (%) utilisant de l'information gouvernementale selon leur taille (nombre d'employés)



Malgré un taux d'utilisation de 50 %, on ne peut que s'interroger sur les efforts déployés par les organisations gouvernementales pour rejoindre les entreprises québécoises. En effet, on retrouve une proportion appréciable d'entreprises qui se considèrent peu ou pas du tout renseignées sur les informations gouvernementales reliées à leur domaine d'activité (figures 3 et 4, tableau 4). Les entreprises de 500 employés et plus font toutefois exception. On constate que près de sept entreprises sur dix affirment être très renseignées.

Figure 3

(question 3)

Proportion des entreprises (%) se considérant renseignées à l'égard de l'information gouvernementale selon leur secteur d'activité

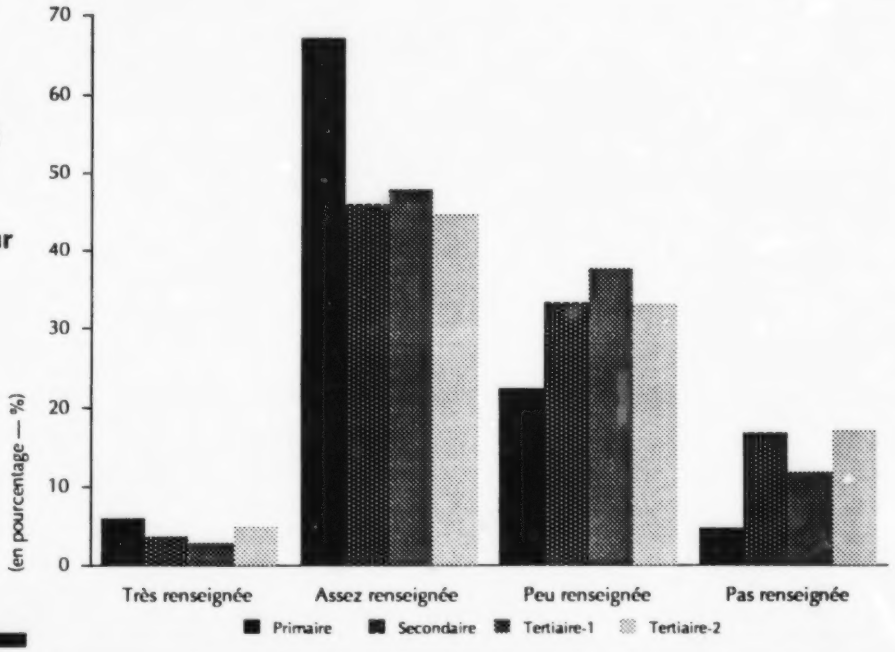
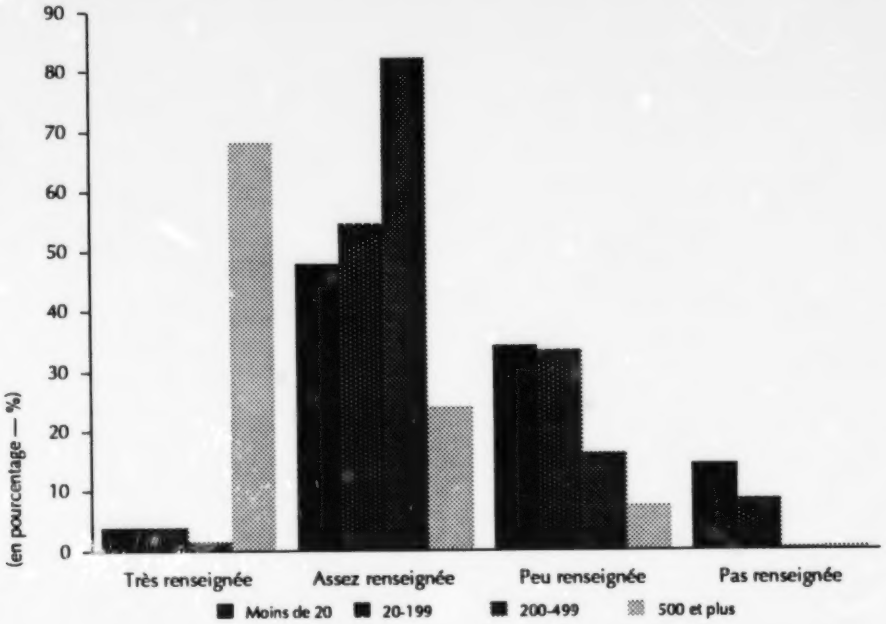


Figure 4

(question 3)

Proportion des entreprises (%) se considérant renseignées à l'égard de l'information gouvernementale selon leur taille (nombre d'employés)



Toutefois un fait demeure: on remarque une forte corrélation entre, d'une part, la connaissance de l'information gouvernementale et d'autre part, l'utilisation qui en est faite. Plus les entreprises se disent renseignées sur l'information gouvernementale, plus elles vont en utiliser (tableau 2).

TABLEAU 2 -

Secteur d'activité	Très ou assez renseignées sur l'information gouvernementale	Utilisation d'information gouvernementale
Primaire	62,9 %	74,3 %
Secondaire	49,6 %	46,2 %
Tertiaire	50,3 %	47,2 %
Taille		
moins de 20 employés	51,5 %	49,8 %
20 à 199 employés	58,2 %	51,3 %
200 à 499 employés	83,4 %	94,0 %
500 employés et plus	91,8 %	92,9 %
Ensemble des entreprises	52,9 %	50,3 %

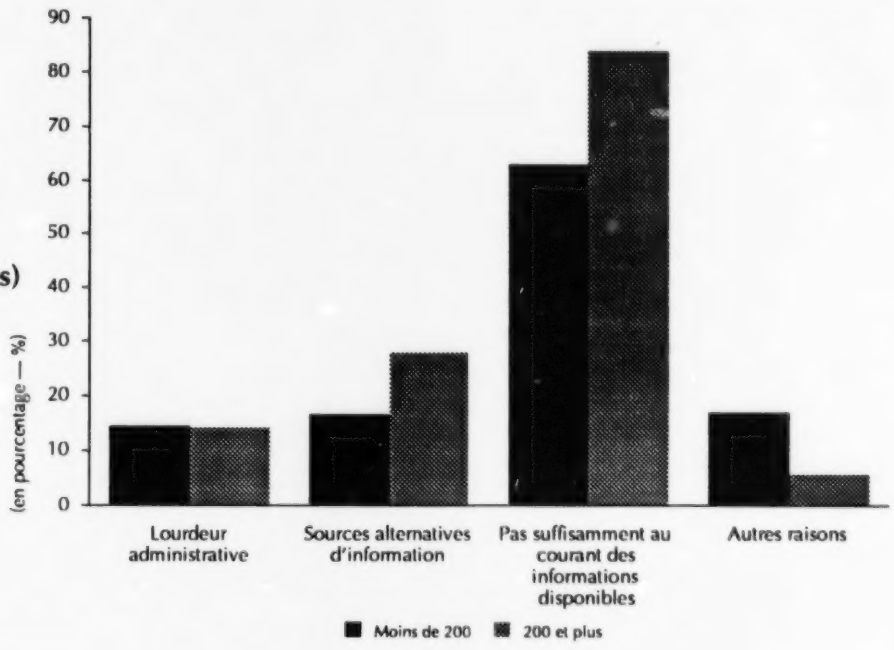
2. *Les facteurs limitant l'utilisation*

Chez les entreprises qui n'utilisent jamais d'information gouvernementale, la méconnaissance de ce qui est disponible représente le facteur déterminant (figure 5, tableau 5). Parmi les autres raisons évoquées pour leur non-utilisation, on relève le fait qu'elles s'alimentent à même d'autres sources d'information; on mentionne également les problèmes liés à la lourdeur administrative (difficulté d'accès).

Figure 5

(question 4-B)

Proportion des entreprises (%) n'utilisant pas d'information gouvernementale selon les raisons évoquées et selon leur taille (nombre d'employés)



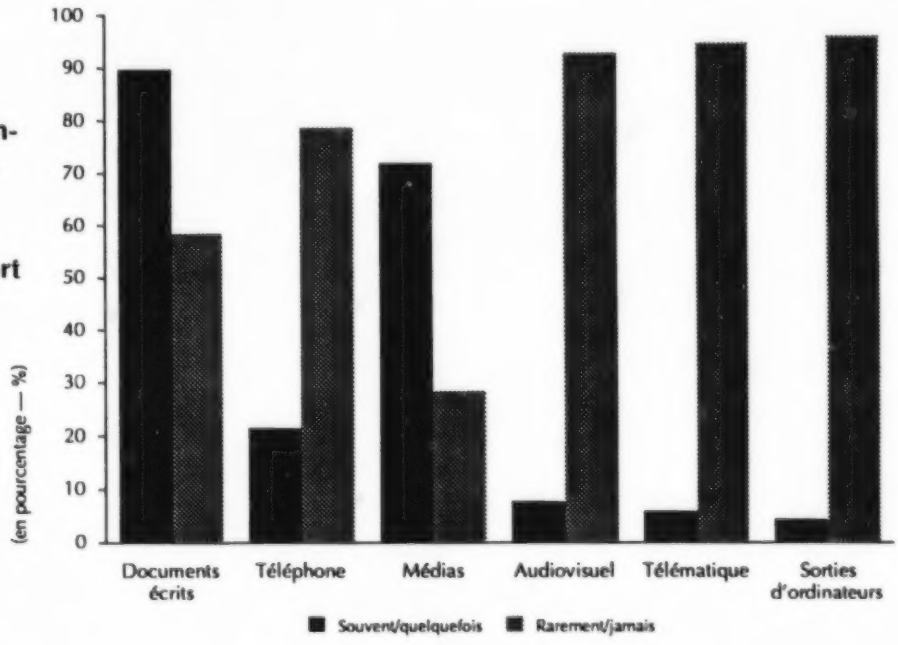
3. *Les modes d'accès traditionnels dominent*

Les entreprises empruntent le plus souvent la documentation écrite (brochures, dépliants, périodiques, et autres publications) et les médias (télévision, radio) comme véhicule d'accès aux informations gouvernementales (figure 6, tableau 6). Le téléphone est nettement moins utilisé, tandis que les supports informatiques (télématique et sorties imprimées d'ordinateur) ne sont utilisés que dans une très faible proportion. Ce constat confirme le fait que les ministères utilisent surtout les modes de diffusion traditionnels pour acheminer l'information aux entreprises.

Figure 6

(question 5)

Proportion des entreprises (%) utilisant de l'information gouvernementale selon la fréquence d'utilisation pour différents types de support de diffusion



4. *Les organismes provinciaux sont les plus consultés*

Les organismes provinciaux sont nettement plus consultés que les organismes fédéraux par les entreprises utilisatrices d'information gouvernementale (figures 7 et 8, tableau 7). La grande demande pour des informations de nature juridique et la participation des organismes provinciaux aux divers secteurs d'activité économique peuvent expliquer cette caractéristique de la consommation en information gouvernementale auprès des entreprises québécoises.

Figure 7

(question 6)

Proportion des entreprises (%) utilisant de l'information d'organismes provinciaux et fédéraux selon leur secteur d'activité

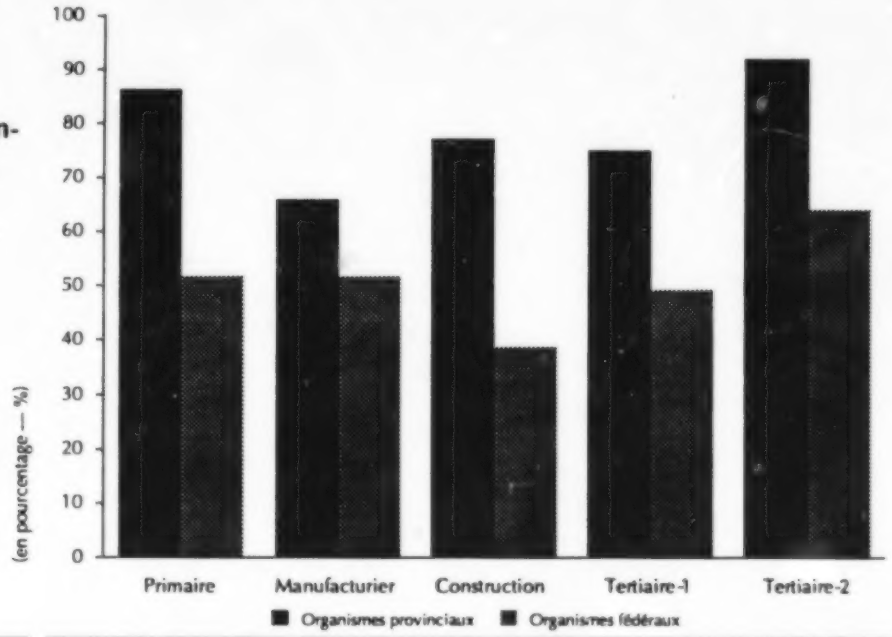
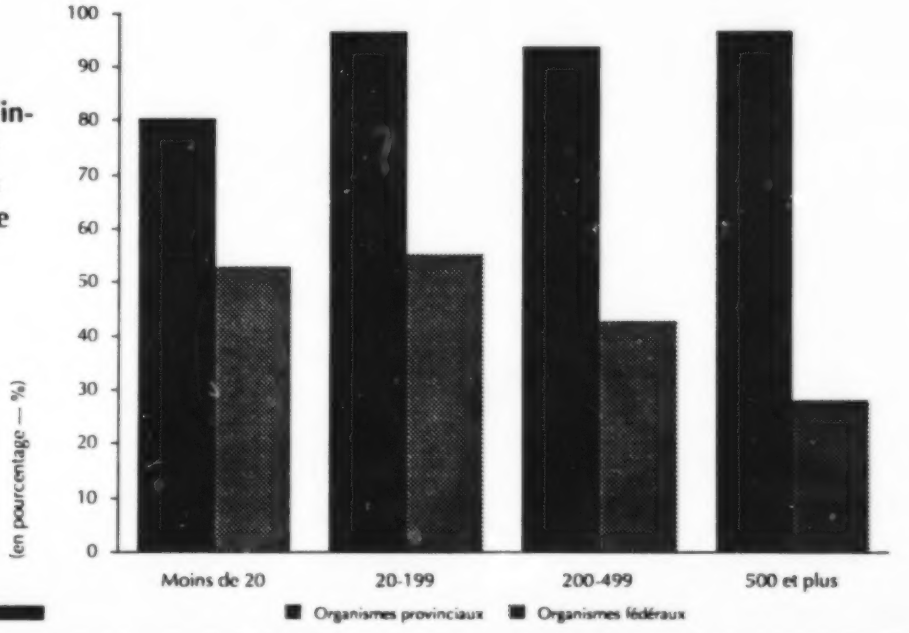


Figure 8

(question 6)

Proportion des entreprises (%) utilisant de l'information d'organismes provinciaux et fédéraux selon leur taille (nombre d'employés)



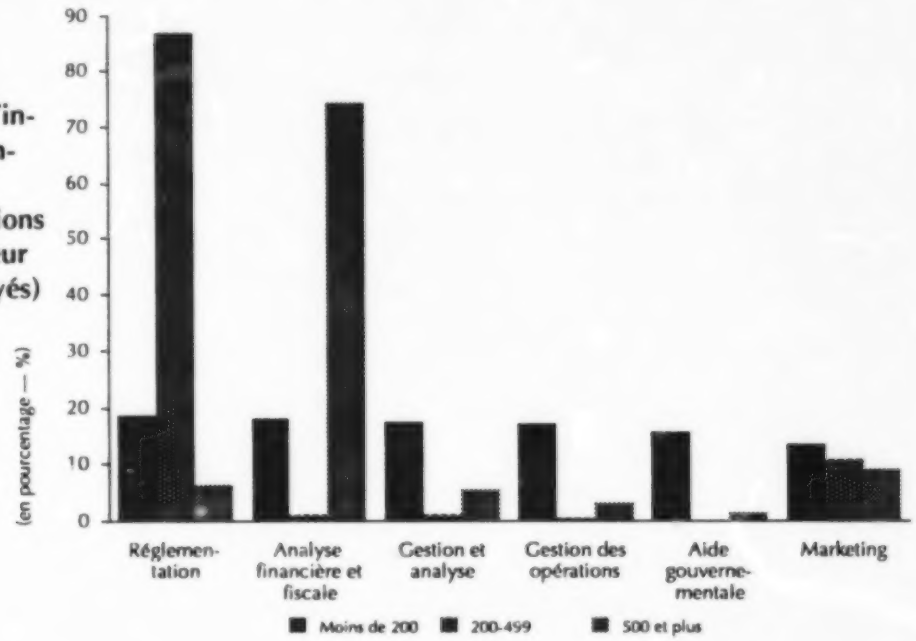
5. *Des utilisations pour une variété d'usages*

La grande diversité des usages faits de l'information gouvernementale ne permet pas d'identifier de comportement dominant auprès des entreprises de petite taille (figure 9, tableau 8). Chez les entreprises de moyenne et de grande taille cependant, on l'utilise surtout pour des fins de réglementation et d'analyse financière et fiscale.

Figure 9

(question 8)

Proportion des entreprises (%) utilisant de l'information gouvernementale selon les fins auxquelles les informations sont utilisées et selon leur taille (nombre d'employés)



6. *Un accès majoritairement gratuit*

Globalement, seulement 14,5% des entreprises québécoises paient pour l'information gouvernementale qu'elles utilisent (tableau 9). Les figures 10 et 11 révèlent par ailleurs que la disposition à payer varie considérablement selon le secteur d'activité et la taille: les groupes du secteur tertiaire-2 et des 200 à 499 employés semblent les plus réceptifs à considérer l'information gouvernementale comme une ressource ayant une valeur pour l'entreprise.

Figure 10

(question 9)

Proportion des entreprises (%) utilisant de l'information gouvernementale devant payer pour en obtenir selon leur secteur d'activité

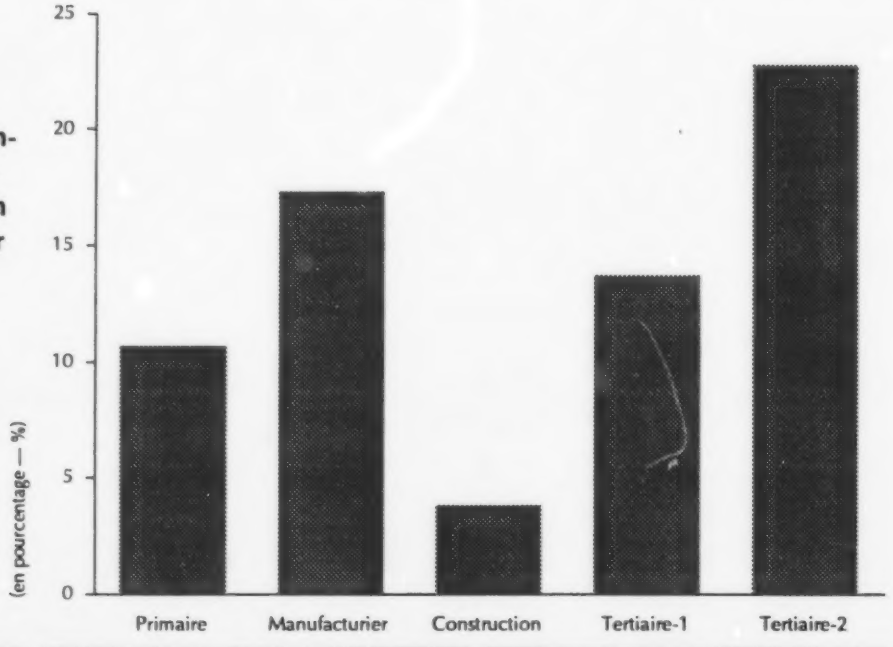
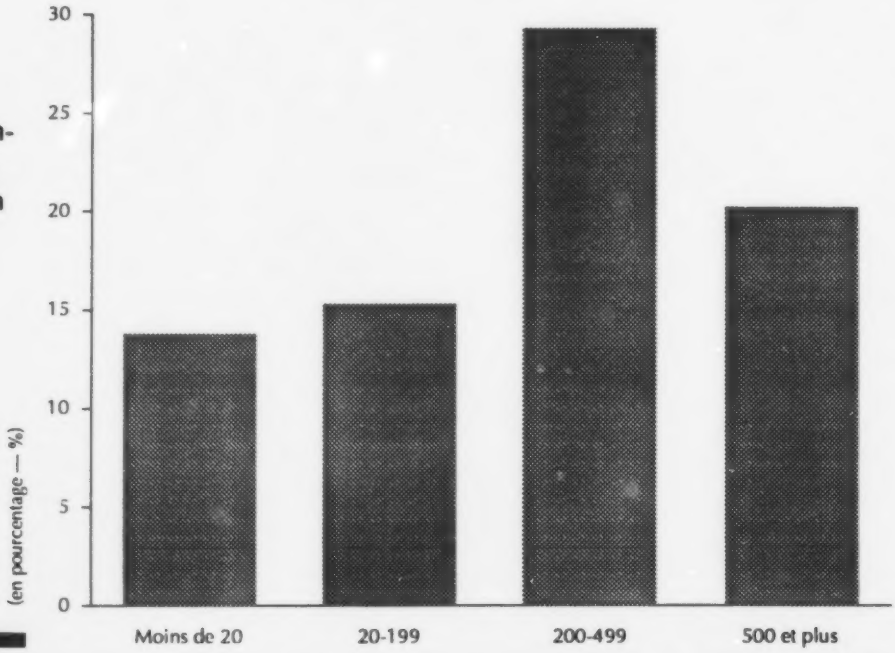


Figure 11

(question 9)

Proportion des entreprises (%) utilisant de l'information gouvernementale devant payer pour en obtenir selon leur taille (nombre d'employés)



7. Une demande potentielle à développer

Les réponses à la question 12 (figures 12 et 13, tableau 10) tendent à confirmer le faible attrait de l'information gouvernementale auprès des entreprises québécoises, alors que 74,8% d'entre elles considèrent qu'en plus de celle déjà utilisée, aucune autre ne pourrait leur être d'un intérêt. Considérant en plus que seulement la moitié des entreprises utilisent de l'information gouvernementale, on peut en déduire que l'ouverture demeure timide à l'égard de cette importante source d'information que constituent les organismes gouvernementaux.

Figure 12

(question 12)

Proportion des entreprises (%) considérant qu'il existe des informations gouvernementales qui leur seraient utiles mais qui ne se les procurent pas, selon leur secteur d'activité

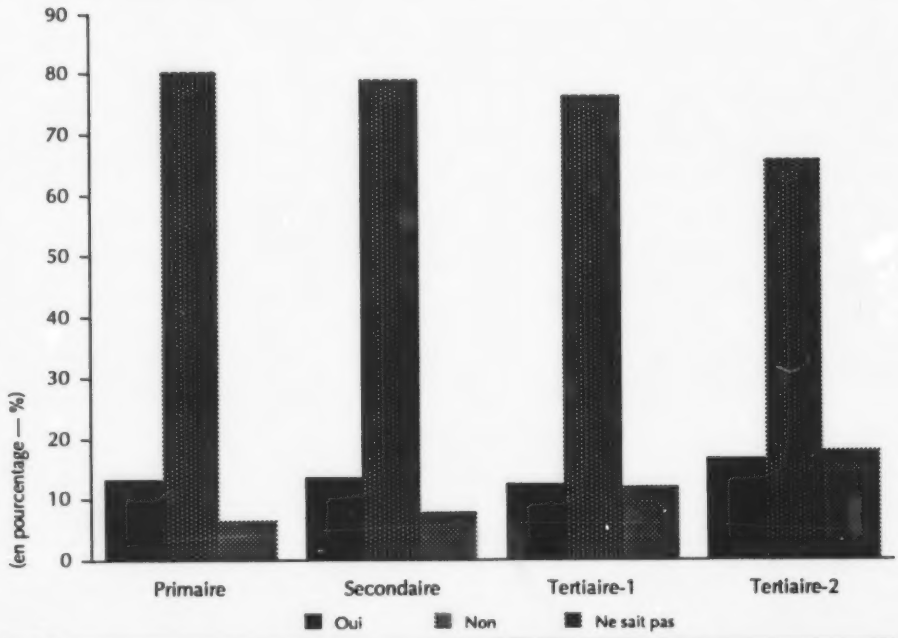
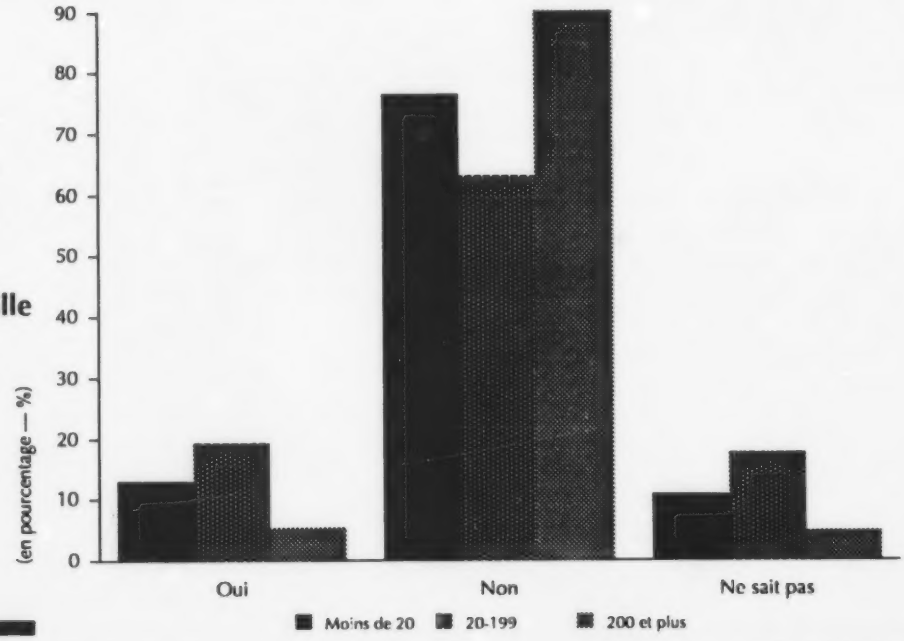


Figure 13

(question 12)

Proportion des entreprises (%) considérant qu'il existe des informations gouvernementales qui leur seraient utiles mais qui ne se les procurent pas, selon leur taille (nombre d'employés)



8. *Une certaine disposition à payer*

Cependant, on note une certaine disposition à payer pour de l'information pertinente qui n'est pas actuellement consultée (figures 14 et 15, tableau 11). Près de 18% des entreprises québécoises seraient disposées à payer pour obtenir de l'information gouvernementale qui leur serait utile, et ce chiffre passe à 43% si l'on inclut les réponses positives conditionnelles ("peut-être"). Ce sont surtout les entreprises du groupe tertiaire-2 et celles de plus grande taille qui se montrent les plus disposées à payer pour de l'information gouvernementale.

Figure 14

(question 15)

Proportion des entreprises (%) disposées à payer pour obtenir de l'information gouvernementale qui leur serait utile, selon leur secteur d'activité

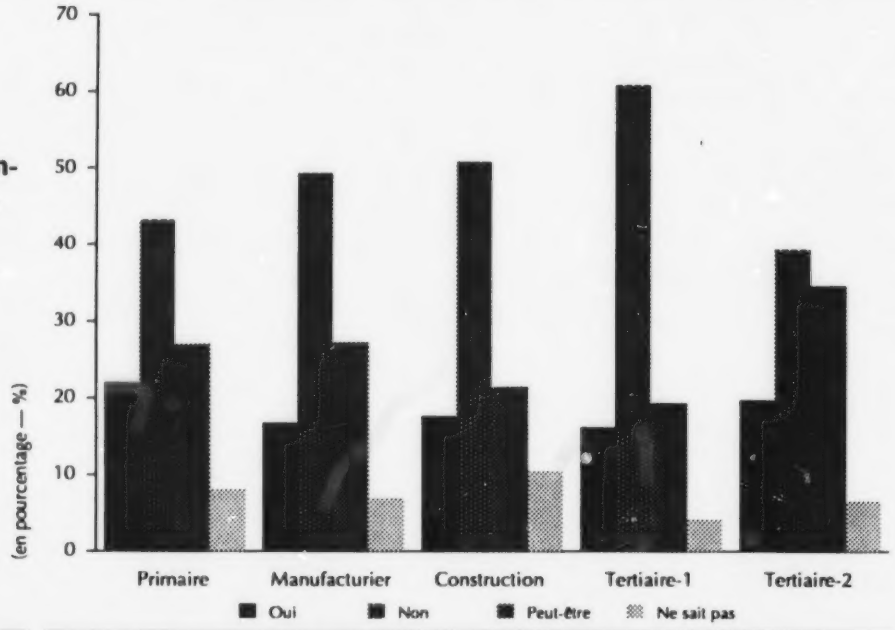
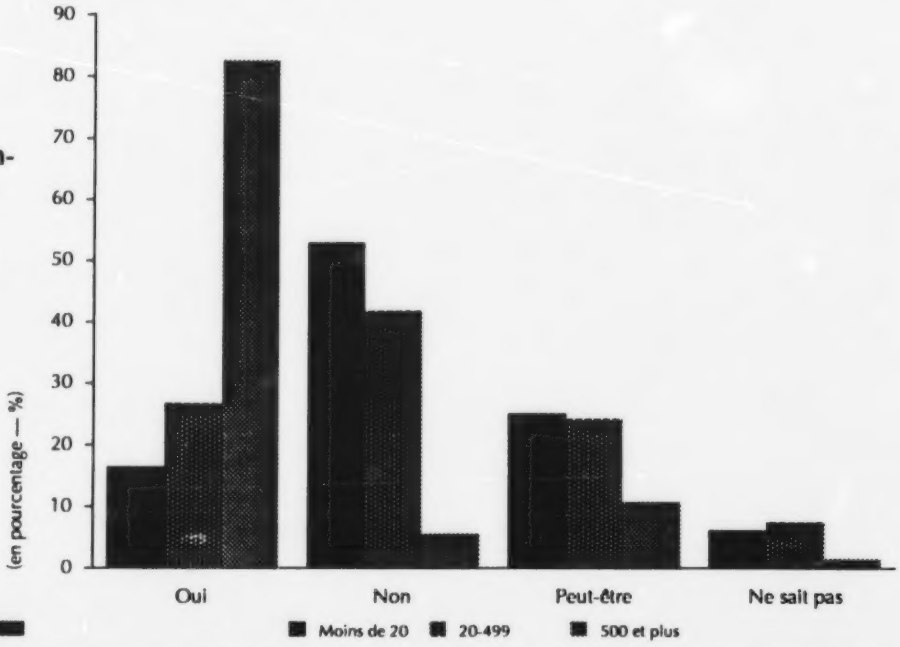


Figure 15

(question 15)

Proportion des entreprises (%) disposées à payer pour obtenir de l'information gouvernementale qui leur serait utile, selon leur taille (nombre d'employés)



9. *Une faible utilisation des services d'information électronique*

Les résultats de la question 16, sur l'utilisation de banques d'information gouvernementales, complètent ce rapide survol des résultats de cette enquête. Cette question ne se limitait pas aux pratiques d'utilisation de l'information gouvernementale. Elle visait à mesurer le taux de pénétration des technologies de l'information dans les habitudes de consommation d'information des entreprises en général.

Très peu d'entreprises disent consulter des fichiers informatiques, soit seulement 6% de l'ensemble (figures 16 et 17, tableau 12). Par contre, leur popularité atteint des sommets chez les groupes du secteur primaire (11,1%), du tertiaire-2 (9,1%) et surtout chez les entreprises de 200 à 499 employés. Ces chiffres doivent cependant être utilisés avec certaines réserves, puisqu'il semble que la question ait été interprétée dans un sens plus général que les seules banques de données commerciales.

Figure 16

(question 16)

Proportion des entreprises (%) consultant des banques d'information de source gouvernementale ou privée, selon leur secteur d'activité

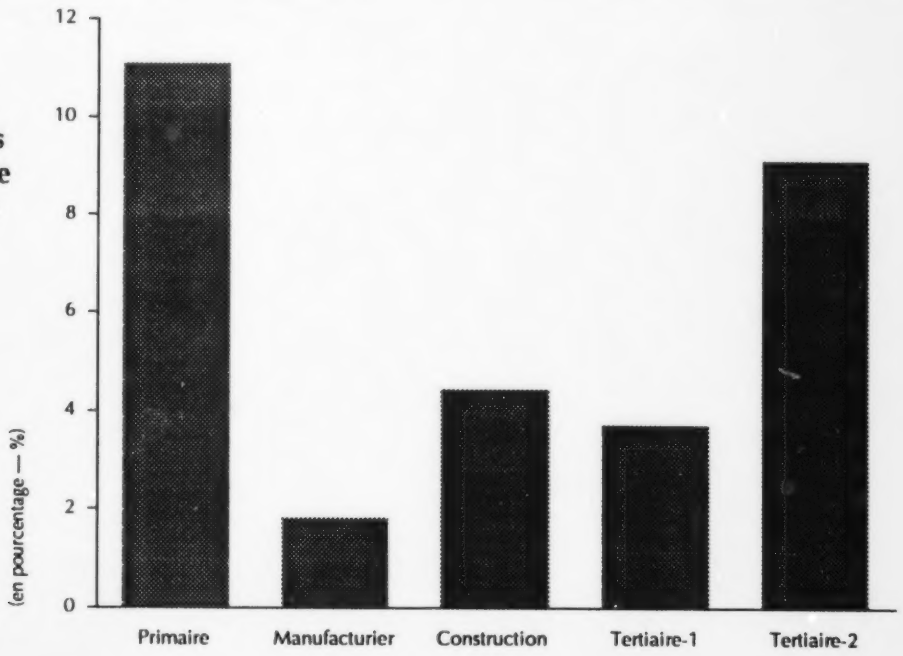
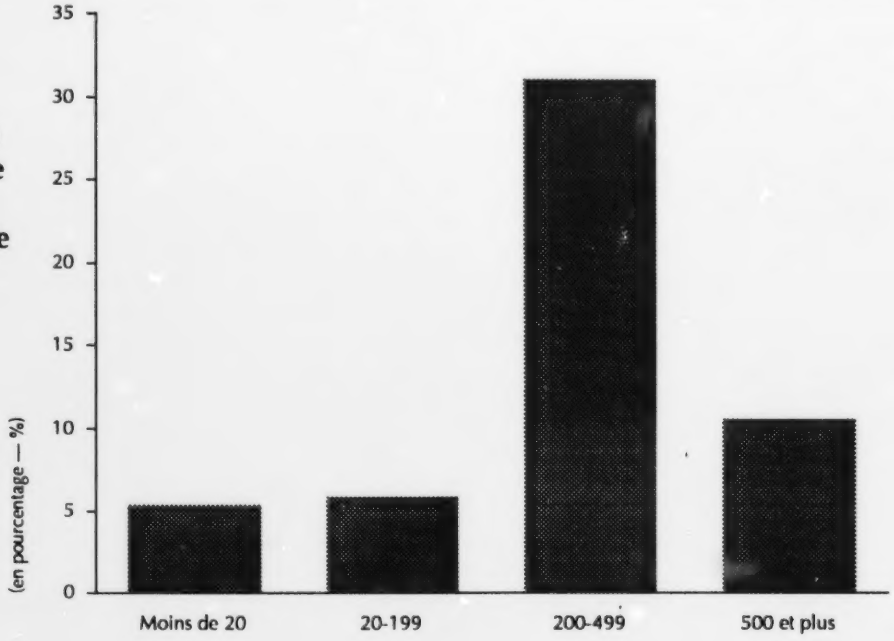


Figure 17

(question 16)

Proportion des entreprises (%) consultant des banques d'information de source gouvernementale ou privée, selon leur taille (nombre d'employés)



Pour plus d'information relativement à cette étude, il vous suffit de rejoindre les auteurs, à l'adresse suivante:

Ministère des Communications du Québec
Direction de l'information électronique et de la télématique
1500-B, boulevard Charest Ouest
Sainte-Foy, Québec
G1N 2E5

Téléphone: (418) 643-9132

Annexe 1
Tableaux ayant servi à la confection des figures

Tableau 3

(question 4-A)

Proportion des entreprises (%) utilisant l'information gouvernementale selon leur secteur d'activité et leur taille

SECTEURS D'ACTIVITÉ	
PRIMAIRE	74,4
SECONDAIRE	46,3
TERTIAIRE-1	42,9
TERTIAIRE-2	54,6
TOTAL	50,3
TAILLE (NOMBRE D'EMPLOYÉS)	
MOINS DE 20	49,8
20-199	51,4
200-499	94,0
500 ET PLUS	93,0
TOTAL	50,3

Tableau 4

(question 3)

Proportion des entreprises (%) se considérant renseignées à l'égard de l'information gouvernementale, selon leur secteur d'activité et leur taille

	TRÈS RENSEIGNÉE	ASSEZ RENSEIGNÉE	PEU RENSEIGNÉE	PAS RENSEIGNÉE
SECTEURS D'ACTIVITÉ				
PRIMAIRE	5,9	67,1	22,3	4,7
SECONDAIRE	3,8	46,0	33,4	16,8
TERTIAIRE-1	2,9	47,9	37,6	11,7
TERTIAIRE-2	5,0	44,7	33,2	17,2
TOTAL	3,9	49,0	33,6	13,4
TAILLE (NOMBRE D'EMPLOYÉS)				
MOINS DE 20	3,8	47,8	34,2	14,2
20-199	3,8	54,5	33,3	8,4
200-499	1,4	82,0	16,2	0,4
500 ET PLUS	68,1	23,8	7,4	0,7
TOTAL	3,9	49,0	33,6	13,4

Tableau 5

(question 4-B)

Proportion des entreprises (%) n'utilisant pas d'information gouvernementale selon les raisons évoquées et selon leur taille

	LOURDEUR ADMINISTRATIVE	AUTRES SOURCES D'INFORMATION	PAS AU COURANT DES INFORMATIONS DISPONIBLES	AUTRES RAISONS
TAILLE (NOMBRE D'EMPLOYÉS)				
MOINS DE 200	14,2	16,5	62,8	16,9
200 ET PLUS	13,9	27,8	83,8	5,5
TOTAL	13,9	16,2	62,1	17,0

Tableau 6

(question 5)

Proportion des entreprises (%) utilisant de l'information gouvernementale selon la fréquence d'utilisation pour différents types de support de diffusion

	SOUVENT/QUELQUEFOIS	RAREMENT/JAMAIS
DOCUMENTS ÉCRITS	89,5	58,2
TÉLÉPHONE	21,4	78,6
MÉDIAS	71,7	28,3
AUDIOVISUEL	7,5	92,5
TÉLÉMATIQUE	5,6	94,4
SORTIES D'ORDINATEUR	4,3	95,7
SUPPORT MAGNÉTIQUE	1,6	98,4

Tableau 7

(question 6)

Proportion des entreprises (%) utilisant de l'information d'organismes provinciaux et fédéraux selon leur secteur d'activité et leur taille

	ORGANISMES PROVINCIAUX	ORGANISMES FÉDÉRAUX
SECTEUR D'ACTIVITÉ		
PRIMAIRE	86,2	51,7
MANUFACTURIER	65,8	51,8
CONSTRUCTION	77,1	38,9
TERTIAIRE-1	74,9	49,4
TERTIAIRE-2	92,0	64,2
TOTAL	81,6	52,3
TAILLE (NOMBRE D'EMPLOYÉS)		
MOINS DE 20	80,3	52,9
20-199	96,4	55,4
200-499	93,9	42,6
500 ET PLUS	96,8	27,9
TOTAL	81,6	52,3

Tableau 8

(question 8)

Proportion des entreprises (%) utilisant de l'information gouvernementale selon les fins auxquelles les informations sont utilisées et selon leur taille

	TOUTES	MOINS DE 200	200-499	500 ET PLUS
RÉGLEMENTATION	18,6	86,8	6,5	19,4
ANALYSE FINANCIÈRE - FISCALE	18,1	1,0	74,3	18,6
GESTION ET ANALYSE	17,3	1,1	5,5	16,9
GESTION DES OPÉRATIONS	17,0	0,4	3,2	16,6
AIDE GOUVERNEMENTALE	15,6	0,0	1,5	15,2
MARKETING	13,4	10,8	9,0	13,3

Tableau 9

(question 9)

Proportion des entreprises (%), utilisant de l'information gouvernementale, devant payer pour en obtenir selon leur secteur d'activité et leur taille

SECTEUR D'ACTIVITÉ	
PRIMAIRE	10,7
MANUFACTURIER	17,3
CONSTRUCTION	3,8
TERTIAIRE-1	13,7
TERTIAIRE-2	22,8
TOTAL	14,5
TAILLE (NOMBRE D'EMPLOYÉS)	
MOINS DE 20	13,8
20-199	15,3
200-499	29,3
500 ET PLUS	20,2
TOTAL	14,5

Tableau 10

(question 12)

Proportion des entreprises (%) considérant qu'il existe des informations gouvernementales qui leur seraient utiles mais qui ne se les procurent pas, selon leur secteur d'activité et leur taille

	OUI	NON	NE SAIT PAS
SECTEURS D'ACTIVITÉ			
PRIMAIRE	13,2	80,3	6,5
SECONDAIRE	13,4	78,9	7,7
TERTIAIRE-1	12,3	76,0	11,8
TERTIAIRE-2	16,6	65,5	17,9
TOTAL	13,7	74,8	11,6
TAILLE (NOMBRE D'EMPLOYÉS)			
MOINS DE 20	13,0	76,4	10,7
20-199	19,3	63,0	17,7
200 ET PLUS	5,4	89,9	4,7
TOTAL	13,7	74,8	11,6

Tableau 11
(question 15)

Proportion des entreprises (%) disposées à payer pour obtenir de l'information gouvernementale qui leur serait utile selon leur secteur d'activité et leur taille

	OUI	NON	PEUT-ÊTRE	NE SAIT PAS
SECTEUR D'ACTIVITÉ				
PRIMAIRE	22,1	43,1	26,9	7,9
MANUFACTURIER	16,6	49,3	27,2	7,0
CONSTRUCTION	17,6	50,6	21,4	10,4
TERTIAIRE-1	16,0	60,6	19,2	4,1
TERTIAIRE-2	19,7	39,3	34,5	6,4
TOTAL	17,9	50,8	25,0	6,4
TAILLE (NOMBRE D'EMPLOYÉS)				
MOINS DE 20	16,3	52,7	24,9	6,1
20-499	26,7	41,8	24,1	7,4
500 ET PLUS	82,5	5,4	10,7	1,4
TOTAL	17,9	50,8	25,0	6,4

Tableau 12
(question 16)

Proportion des entreprises (%) consultant des banques d'information de source gouvernementale ou privée selon leur secteur d'activité et leur taille

SECTEUR D'ACTIVITÉ	
PRIMAIRE	11,1
MANUFACTURIER	1,8
CONSTRUCTION	4,4
TERTIAIRE-1	3,7
TERTIAIRE-2	9,1
TOTAL	5,7
TAILLE (NOMBRE D'EMPLOYÉS)	
MOINS DE 20	5,3
20-199	5,8
200-499	31,0
500 ET PLUS	10,5
TOTAL	5,7

Annexe 2
Questionnaire ayant servi à l'enquête

Bureau de la statistique du Québec

117, rue Saint-Andre
Québec (Québec)
G1K 3Y3

Enquête sur les pratiques et les besoins en matière d'informations gouvernementales

NOTE

Ce questionnaire doit être rempli au siège social de l'entreprise, si celui-ci est situé au Québec, ou au bureau central, si le siège social est situé hors Québec. Si votre établissement n'est ni l'un ni l'autre, retourner le questionnaire sans le remplir mais en nous indiquant ci-contre l'adresse de ce siège social ou de ce bureau central.

Adresse

Ville **Province**

Code postal

DIRECTIVES GÉNÉRALES

Ces renseignements sont requis conformément à la Loi sur le Bureau de la statistique (L.R.Q., c. B-8) selon laquelle toute personne est tenue de répondre aux questions posées par le Bureau de la statistique du Québec dans le but de recueillir des renseignements statistiques; par ailleurs, le Bureau de la statistique du Québec est tenu de respecter le caractère confidentiel des données ainsi recueillies.

1 Retourner le questionnaire dûment rempli, à l'aide de l'enveloppe affranchie, dans les plus brefs délais.

2 Pour tout renseignement supplémentaire, communiquer avec notre bureau de Québec (418) 643-6492 en mentionnant le nom de l'enquête.

Nom du signataire

Fonction officielle

N° de téléphone — — Télex

Je déclare que les renseignements donnés dans le présent questionnaire sont, en autant que je sache, complets et exacts.

signature an mois jour

189

1. Décrivez en détail la nature de l'activité principale de votre entreprise.

2. Combien d'employés votre entreprise compte-t-elle en incluant les employés de tous ses établissements situés au Québec?

- ☐ 1 Moins de 19 employés
- ☐ 2 20 à 49 employés
- ☐ 3 50 à 199 employés
- ☐ 4 200 à 499 employés
- ☐ 5 500 employés et plus

3. De façon générale, considérez-vous que votre entreprise est très, assez, peu ou pas du tout renseignée sur les informations gouvernementales existantes reliées à son domaine d'activités?

- ☐ 1 Très renseignée
- ☐ 2 Assez renseignée
- ☐ 3 Peu renseignée
- ☐ 4 Pas du tout renseignée

4.a) Votre entreprise utilise-t-elle de l'information gouvernementale?

- ☐ 1 Oui ⟶ **PASSEZ À LA QUESTION 5**
- ☐ 2 Non ⟶ **b)** Pourquoi? *(possibilité de cocher plusieurs cases)*

- ☐ 1 Restriction d'accès
- ☐ 2 Lourdeur administrative
- ☐ 3 Moyen de diffusion inapproprié
- ☐ 4 Non gratuité de l'information
- ☐ 5 Coût trop élevé
- ☐ 6 Informations périmées
- ☐ 7 Utilisation d'informations d'autres sources
- ☐ 8 Pas suffisamment au courant des informations disponibles
- ☐ Autres *(préciser)*: _____

PASSEZ À LA QUESTION 12

5. Ces informations vous parviennent-elles souvent, quelquefois, rarement ou jamais sous les formes suivantes:

		Souvent	Quelquefois	Rarement	Jamais
a)	Dépliants, brochures, etc.	☐ 1	☐ 2	☐ 3	☐ 4
b)	Ouvrages, périodiques, etc.	☐ 1	☐ 2	☐ 3	☐ 4
c)	Téléphone	☐ 1	☐ 2	☐ 3	☐ 4
d)	Médias *(journaux, radio, télévision, etc.)*	☐ 1	☐ 2	☐ 3	☐ 4
e)	Audiovisuel *(films, vidéos, etc.)*	☐ 1	☐ 2	☐ 3	☐ 4
f)	Support télématique *(consultation en ligne)*	☐ 1	☐ 2	☐ 3	☐ 4
g)	Support magnétique *(disquettes, rubans, etc.)*	☐ 1	☐ 2	☐ 3	☐ 4
h)	Sorties d'ordinateur *(listes, étiquettes, etc.)*	☐ 1	☐ 2	☐ 3	☐ 4
i)	Autres *(préciser)*: _____	☐ 1	☐ 2	☐ 3	☐ 4

6. Quels sont les principaux ministères ou organismes qui vous fournissent ces informations? *(possibilité d'en énumérer 4)*
- Indiquez s'il s'agit de ministères ou organismes fédéraux ou provinciaux

	Fédéral	Provincial
1. ☐☐ _____	☐	☐
2. ☐☐ _____	☐	☐
3. ☐☐ _____	☐	☐
4. ☐☐ _____	☐	☐

7. Par ordre d'importance, sur quels sujets portent les informations gouvernementales que votre entreprise utilise régulièrement? *(possibilité d'en énumérer 4)*

1. ☐☐ _____
2. ☐☐ _____
3. ☐☐ _____
4. ☐☐ _____

8. À quelles fins servent les informations gouvernementales que votre entreprise utilise? (Par exemple, obtenir de l'aide gouvernementale, développer des marchés, effectuer des analyses financières, etc.) *(possibilité d'en énumérer 4)*

1. ☐☐ _____
2. ☐☐ _____
3. ☐☐ _____
4. ☐☐ _____

9. Utilisez-vous des informations gouvernementales pour lesquelles votre entreprise doit payer?

☐ 1 Oui ☐ 2 Non → **PASSEZ À LA QUESTION 12**

10. Sous quelles formes ces informations vous parviennent-elles? *(possibilité de cocher plusieurs cases)*

a) ☐ 1 Dépliants, brochures, etc.
b) ☐ 2 Ouvrages, périodiques, etc.
c) ☐ 5 Audiovisuel *(films, vidéos, etc.)*
d) ☐ 6 Support télématique *(consultation en ligne)*
e) ☐ 7 Support magnétique *(disquettes, rubans, etc.)*
f) ☐ 8 Sorties d'ordinateur *(listes, étiquettes, etc.)*
g) ☐ Autres *(préciser)*: _____

11. Sur quels sujets portent les informations gouvernementales pour lesquelles votre entreprise doit payer? *(possibilité d'en énumérer 4)*

1. ☐☐ _____
2. ☐☐ _____
3. ☐☐ _____
4. ☐☐ _____

12. Existe-t-il des informations produites par le gouvernement que votre entreprise serait intéressée à utiliser mais qu'elle ne se procure pas?

☐ 1 Oui ☐ 2 Non ⟶ **PASSEZ À LA QUESTION 15**

13. Quelles sont ces informations? *(possibilité d'en énumérer 4)*

1. ☐☐ _____
2. ☐☐ _____
3. ☐☐ _____
4. ☐☐ _____

14. Pour quelles raisons votre entreprise ne les utilise-t-elle pas? *(possibilité de cocher plusieurs cases)*

a) ☐ 1 Restriction d'accès
b) ☐ 2 Lourdeur administrative
c) ☐ 3 Moyen de diffusion inapproprié
d) ☐ 4 Non gratuité de l'information
e) ☐ 5 Coût trop élevé
f) ☐ 6 Informations périmées
g) ☐ Autres *(préciser):* _____

_____

15. Votre entreprise serait-elle disposée à payer pour obtenir de l'information gouvernementale qui lui serait utile?

☐ 1 Oui ☐ 3 Peut-être *(préciser):* _____
☐ 2 Non ☐ 5 Ne sait pas *(préciser):* _____

16. Votre entreprise consulte-t-elle des fichiers informatiques de source gouvernementale ou de source privée autres que ceux de l'entreprise?

☐ 1 Oui ☐ 2 Non ⟶ **FIN DU QUESTIONNAIRE**

17. Quels sont ces fichiers? *(possibilité d'en énumérer 4)*
- Indiquez si "OUI" ou "NON" votre entreprise doit payer pour les consulter. ⟶

		OUI	NON
1.	☐☐ _____	☐ 1	☐ 2
2.	☐☐ _____	☐ 1	☐ 2
3.	☐☐ _____	☐ 1	☐ 2
4.	☐☐ _____	☐ 1	☐ 2

Commentaires: _____

_____

_____

_____

MERCI DE VOTRE COLLABORATION